

N°1851

du 25
AVRIL
2025



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

UNIVERSITÉ DE DATCHA

- Pose de la 1^{ère} pierre ce 25 avril 2025 et premières livraisons dès 2026
- Formation à dominante professionnelle, technologique et scientifique

P.4

STATIONNEMENTS ANARCHIQUES DES CAMIONS SUR LE CORRIDOR LOMÉ-OUAGADOUGOU

Un agent du Conseil National des Chargeurs du Togo analyse

P.6

INAUGURATION DU CENTRE D'APPEL DE TÉLÉPERFORMANCE "KÉKÉLI"

Innovation et ambition numérique au profit de la jeunesse

P.6

SITUATION DE LA MICROFINANCE À FIN DÉCEMBRE 2024

Agrément retiré à FIDES au cours du 4^e trimestre, après CEC Mokpokpo

P.3

** Dépôts en baisse de 0,5% et crédits en hausse de 2,7% au Togo*

EN PLUS...

ÉDUCATION

LE LYCÉE D'ATAKPAMÉ EN FÊTE

50 ans placés sous le signe de l'action et de la solidarité

COOPÉRATION

PROJET FICOL DANS LA COMMUNE DE WAWA1

Sécurité de l'assiette fiscale et gestion durable des déchets solides ménagers

ÉNERGIE

PROJET RESPITE

D'ici 13 mois, la nouvelle centrale solaire de Dapaong

SOCIÉTÉ

CES COUPLES QUI VIVENT DANS LES MAISONS FAMILIALES

Entre solidarité et tension sous le même toit

MUSIQUE

20 ANS DE CARRIÈRE

Ils l'ont fait ! Master Just et Barabas, les TOOFAN ont conquis le Zénith de Paris, salle pleine

La Banque centrale (Bceao) vient de publier la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'UMOA (Union monétaire ouest africaine). On apprend que l'encours des dépôts collectés par les institutions de microfinance s'est accru de 38,8 milliards de francs Cfa (soit +1,6%) par rapport au troisième trimestre 2024, pour s'établir à 2.459,0 milliards de francs Cfa. Soit une augmentation de 8,1% en glissement annuel...

Cependant, Il y a eu, au cours du quatrième trimestre, cinq retraits d'agrément au total au Bénin, au Burkina et au Togo...



COOPERATIVE D'ÉPARGNE ET DE CREDIT MOKPKPO (CECM)

ÉPARGNE - CREDIT
TONTINE - FORMATION

22 32 17 14 / 90 04 63 37

02 BP 20689 Lomé -Togo
Quartier N'tifafakomé
au Nord - Ouest de
la lagune de Bé

Une zone industrielle de pointe,
au service de l'industrialisation
togolaise

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —

www.pia-togo.com



MUSIQUE

20 ANS DE CARRIÈRE

Ils l'ont fait ! Master Just et Barabas, les TOOFAN ont conquis le Zénith de Paris, salle pleine

La 211 Av. Jean Jaurès de Paris était prise d'assaut par une foule cosmopolite le samedi 19 avril 2025. Le groupe togolais de renom, Les Toofan, se produisait à la salle Zénith Paris - La Villette pour un concert inédit de ses 20 ans de carrière.

Le groupe Toofan s'est montré aux mélomanes en 2005 quand les trois jeunes, Master Just, All One et Barabas composèrent Epervier Ogbragada, une chanson pour l'équipe nationale du Togo qui s'était qualifiée pour le Mondial 2006, c'était le déclin. Après, All One quittera le groupe pour poursuivre ses études en Europe. Leur explosion s'est faite tout de suite au fil des années avec des enchaînements de titres, de concept et

de récompenses au plan national et international, notamment aux All Africa Music Awards.

Pour célébrer leur vingtième année de musique, les deux golden boys, Fatowou Kossivi Sourou dit Master Just et Blaise Mensah Ayao dit Barabas ont choisi de faire un concert géant Zénith de Paris le 19 avril dernier. Un pari réussi pour ces jeunes porte-flambeau de la musique togolaise qui n'ont pas hésité à

se faire accompagner par d'autres de notre pays : King Mensah, Masta Popa, Santrinos, Senza, Tony X, Etane, Ambro et leurs amis INNOS B de la RDC, Zenab et Axel Meryl du Bénin.

Les fans du groupe venus des quatre coins du monde ont apprécié à sa juste valeur ce concert qui les a fait traverser le temps. Le groupe a repris son répertoire riche en musique afro-urbaine et très dansant. Plusieurs chansons, Coolcatché, Déloger, Gweta, Teré teré, Ma Girl, Ziglipata et autres ont été reprises par un public conquis et qui a fait le plein de cette salle mythique de Paris avec une capacité maximum est de 6 804 places.

Deux moments importants ont touché le public inarrêtable dansant et chantant tout le long du spectacle à savoir les hommages rendus à deux icônes de musique internationale, Jaco Desvarieux des Antilles et DJ Arafat de la Côte-d'Ivoire.

Ce concert géant n'est que le début du commencement d'une commémoration qui se poursuivra au pays avec une tournée nationale pour remercier les fans qui a soutenu le duo depuis ses débuts. La boucle sera bouclée par le dévoilement de la fondation du groupe avec un objectif noble, appuyer la culture et le social.



RÉCOMPENSE

Adabadji Djibokou, 50 ans de carrière, honoré à la 1^{ère} édition d'Impact Gospel Night 2025

Le monde du Gospel togolais a-t-il compris le cri de cœur des artistes, artisans, sportifs et hommes de médias togolais, eux qui, à la fin de leur carrière professionnelle, sont laissés pour compte ? En récompensant le doyen Adabadji Djibokou lors de la toute première édition d'Impact Gospel Night 2025 avec une couronne sur la tête appuyée d'une voiture neuve, les organisateurs ont compris la nécessité de soutenir ces fonctionnaires spéciaux qui portent haut le nom de leur pays. C'était au cours d'une soirée de récompenses des artistes gospel de la place le dimanche 20 avril dernier.

Le promoteur de cet événement, l'artiste Samuel Tete, n'est pas allé par chaque chemin pour annoncer qu'il était temps de reconnaître le talent du doyen du gospel togolais. Son témoignage a touché plus d'un : "Quand vous avez commencé



à chanter, je n'étais pas encore né. Vos chansons ont bercé notre enfance, et c'est votre persévérance qui nous a donné l'envie et le courage d'embrasser ce métier d'acteur du gospel.", a-t-il relevé devant un public en extase.

Adabadji Djibokou a commencé à chanter depuis 1963 alors qu'il était encore élève en classe de cours moyen

1^{ère} année. En 1958, il a été obligé de regagner son village Ahépé-Assiko, Préfecture de Yoto, suite au décès de sa mère. Une situation qu'il a mal vécue, mais elle lui a permis de se retrancher dans la musique afin de pouvoir exploser son talent. Il a à son actif plusieurs albums dont "Un jour viendra", "Gblonato", "Do no cry", "Esrondédé", "La pierre est

ôtée", "Le plan de Dieu"...

En réponse, tout en fondant en larmes, Adabadji Djibokou fait roi de la musique gospel togolaise, a lancé : "Cela fait 50 ans que je chante, je n'ai jamais vu ça." Evidemment, car, il s'agit pour lui pour tout comme tout le public d'assister en direct à un événement qui restera gravé dans les mémoires. Car, selon des informations, la toile avait plaidé pour sa cause quelques semaines plus tôt lorsqu'il a été vu en train de se déplacer à moto.

"Papa, à partir de ce jour, nous ne voulons plus vous voir sur une moto." C'est en ces termes que Samuel Tete, propriétaire de la structure SDM MUZIK a annoncé et remis la clé de la voiture neuve offerte au patriarche. L'émotion était à son comble.

FILM D'ANIMATION

«Ernest & Célestine - le voyage en Charabie» sera projeté ce 26 avril à l'Institut français du Togo

Ce samedi 26 Avril 2025 de 10h30 à 12h00 à la Médiathèque de l'Institut français du Togo le dessin animé «Ernest & Célestine - le voyage en Charabie» dans la catégorie Ciné-jeune.

Ernest & Célestine est une série de livres illustrés pour la jeunesse publiée par l'écrivaine et illustratrice belge Gabrielle Vincent entre 1981 et 2000 en plusieurs albums adaptés au cinéma sous forme de longs-métrages d'animation, et sous la forme d'une série animée.

Dans «Ernest & Célestine - le voyage en Charabie», « Ernest et Célestine retournent au pays d'Ernest, la Charabie,

pour faire réparer son précieux violon casse. Ils découvrent alors que la musique est bannie dans tout le pays depuis plusieurs années. Pour nos deux héros, il est impensable de vivre sans musique ! Accompagnés de complices, dont un mystérieux justicier masqué, Ernest et Célestine vont tenter de réparer cette injustice afin de ramener la joie au pays des ours.»

Qui sont-ils, Ernest et Célestine ? Ernest est un ours amateur de musique, il ne rate jamais une occasion de sortir son violon. Il a trouvé Célestine dans une poubelle lorsqu'elle était bébé. Il l'a ramenée chez lui, lui a donné un tout



petit biberon, lui a fait un tout petit lit et a noté tous ses progrès dans un petit carnet. Ils vivent ensemble chez Ernest depuis ce jour-là.

Quant à Célestine, elle est une souris dont le tempérament est celui d'un enfant d'une demi-douzaine d'années.

NÉCROLOGIE

Le Pape François est mort à l'âge de 88ans (suite)

Jorge Mario Bergoglio, né le 17 décembre 1936 à Buenos Aires et mort le 21 avril 2025 au Vatican, est un ecclésiastique argentin. De son élection en 2013 à sa mort, il est évêque de Rome, chef d'État du Vatican et 266^e pape de l'Église catholique sous le nom de François (en latin : Franciscus, en italien : Francesco, en espagnol : Francisco). Il était auparavant archevêque de Buenos Aires. Premier pape issu des rangs de la Compagnie de Jésus et premier pape non européen depuis le pape syrien Grégoire III au VIII^e siècle, François est aussi le premier pape issu du continent américain et le premier à prendre ce nom, en mémoire de François d'Assise. Son pontificat, d'une durée de douze ans, est marqué par un déplacement du centre de gravité de l'Église vers, entre autres, l'Amérique latine et l'Afrique, et des

prises de position progressistes en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, pour l'accueil des réfugiés et la justice sociale. Il entretient toutefois une doctrine conservatrice concernant les droits LGBT et l'accès à l'avortement. Il poursuit la lutte contre la pédocriminalité dans l'Église ainsi que le dialogue interreligieux entamés par son prédécesseur, et se mobilise en faveur de l'Ukraine lors de l'invasion de celle-ci par la Russie, ainsi que pour un cessez-le-feu immédiat à la Guerre à Gaza depuis 2023. Ce style et ces prises de position en font un souverain pontife populaire auprès des fidèles mais clivant au sein de la classe politique internationale, où il est très critiqué par les partis d'extrême droite et parfois de droite, ainsi qu'au sein de l'Église même, où il est contesté par les conservateurs.

Enfance et études

Jorge Mario Bergoglio est l'un des cinq enfants de Mario Bergoglio, cheminot, et de son épouse née Regina Maria Savori, femme au foyer, tous deux immigrés de la région du Piémont en Italie. Il vit depuis l'âge de vingt ans avec un seul poumon à la suite d'une opération chirurgicale après une maladie infectieuse respiratoire contractée pendant son adolescence.

Jorge Mario Bergoglio a suivi une formation de technicien en chimie avant d'entrer au séminaire de Villa Devoto, puis au noviciat de la Compagnie de Jésus, le 11 mars 1958. Il fait ses humanités au Chili et revient en 1963 à Buenos Aires pour ses études de philosophie.

Après une expérience d'enseignement (régence) de la littérature dans un collège de Santa Fe (Colegio de la Inmaculada) et dans un collège de Buenos Aires (Colegio del



Salvador) (1964 à 1966), il fait ses études de théologie au Colegio Máximo San José de San Miguel de Buenos Aires qui dépend de l'université jésuite del Salvador (1967 à 1970), puis est ordonné prêtre le 13 décembre 1969 par l'archevêque Ramón José Castellano. Il continue ensuite ses études à la faculté théologique et

CLUB LITTÉRAIRE

Sagesse du monde :

« Le vent n'entre point s'il ne voit par où il pourra sortir »

La conjoncture internationale qui frappe la planète terre pèse énormément sur les jeunes qui se perdent et ne savent plus à quel saint se vouer. Les fatalistes vont à dire que les jeunes n'ont plus d'avenir. Ce qui est tout à fait la réaction de ceux qui croient encore à un devenir prospère de l'humanité... A la condition unique que chacun participe à l'effort commun de développement de la société. Car, dit l'adage : "il n'y a pas de bons vents pour le marin qui ne sait pas où il va".

Cela ne veut pas dire que tout le monde est déconnecté du travail. Seulement, voilà qui y vont par ce qu'il faut y aller, qui agissent par ce qu'il faut agir. Pour quel objectif ? "Le vent n'entre point s'il ne voit par où il pourra sortir" Mieux, "Il n'y a pas de succès possible pour celui qui n'a pas fixé le but de son action."

peine trente-six ans, il est nommé provincial d'Argentine en remplacement de Ricardo O'Farell pour une durée de six ans.

Membre depuis la fin des années 1960 de l'organisation péroniste Organización Única del Trasmamiento Generacional (OUTG), il confie, fin 1974, le contrôle de l'université del Salvador à d'ex-membres de cette organisation controversée, dissoute à la mort de Juan Perón. Il est ensuite nommé en 1980 recteur de la faculté de théologie et de philosophie de San Miguel (l'ancien Colegio Máximo San José), tout en y étant professeur de théologie. Il est également pendant cette période curé de la paroisse Saint-Joseph de San Miguel.

En 1986, il se rend en Allemagne pour terminer sa thèse à la Faculté de philosophie et de théologie de Sankt Georgen de Francfort...

(à suivre...)

SITUATION DE LA MICROFINANCE À FIN DÉCEMBRE 2024

Agrément retiré à FIDES au cours du 4^e trimestre, après CEC Mokpokpo

* Dépôts en baisse de 0,5% et crédits en hausse de 2,7% au Togo

Late Pater

La Banque centrale (Bceao) vient de publier la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'UMOA (Union monétaire ouest africaine). On apprend que l'encours des **dépôts collectés** par les institutions de microfinance s'est accru de 38,8 milliards de francs Cfa (soit +1,6%) par rapport au troisième trimestre 2024, pour s'établir à 2.459,0 milliards de francs Cfa. Soit une augmentation de 8,1% en glissement annuel. Au quatrième trimestre, une hausse des dépôts a été observée en Côte d'Ivoire (+21,6 milliards de francs Cfa, +3,6%), au Sénégal (+15,9 milliards de francs Cfa, +2,9%), au Burkina (+14,8 milliards de francs Cfa, +3,3%), au Mali (+2,4 milliards de francs Cfa, +1,5%), au Niger (+216,8 millions de francs Cfa, +0,8%) et en Guinée-Bissau (+730,5 mille francs Cfa, +3,2%). En revanche, une baisse a été notée au Bénin (-13,9 milliards de francs Cfa, -7,0%) et au **Togo (-2,2 milliards de francs Cfa, -0,5%)**.

Dans l'Union, l'épargne mobilisée a été constituée à hauteur de 50,2%

par les hommes, 25,4% par les femmes et 24,4% par les groupements. S'agissant de la structure par terme, les dépôts à vue sont prépondérants, avec une part de 55,8%. Les dépôts à terme et les autres dépôts représentent respectivement 22,0% et 22,2%. Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 128.596 francs Cfa à fin décembre 2024, en léger repli par rapport au troisième trimestre (-0,3%). Cette évolution s'explique notamment par une augmentation relativement moins rapide des dépôts (+1,6%) par rapport au nombre des clients (+1,9%) au cours de la période sous revue. Toutefois, en glissement annuel, le montant moyen de l'encours des dépôts a progressé de 1,9%.

A fin décembre 2024, l'épargne mobilisée par le secteur de la microfinance de l'UMOA a représenté 5,2% de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, après 5,4% au trimestre précédent.

L'encours des **crédits octroyés** par les systèmes financiers décentralisés (SFD, communément microfinance) de l'Union a, de son côté, augmenté de 128,5 milliards

de francs Cfa (soit +5,0%) par rapport au troisième trimestre pour s'établir à 2.695,2 milliards de francs Cfa. En glissement annuel, il a enregistré une progression de 5,3%. Cette hausse trimestrielle des crédits a été observée en Côte d'Ivoire (+38,3 milliards de francs Cfa, +6,0%), au Sénégal (+33,4 milliards de francs Cfa, +4,6%), au Burkina (+21,9 milliards de francs Cfa, +5,6%), au Bénin (+18,4 milliards de francs Cfa, +7,7%), au **Togo (+9,7 milliards de francs Cfa, +2,7%)** et au Mali (+7,0 milliards de francs Cfa, +3,5%). Une baisse a été toutefois enregistrée au Niger (-212,8 millions de francs Cfa, -1,7%) et en Guinée-Bissau (-1,1 million de francs Cfa, -7,3%).

Les crédits accordés étaient constitués à 51,2% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long termes ont représenté respectivement 30,3% et 18,5% du total de l'encours des crédits à fin décembre 2024. La clientèle masculine des institutions de microfinance a bénéficié de 52,6% des crédits, 19,2% pour les femmes et 28,2% pour les groupements. Le montant moyen des crédits octroyés par client a connu une hausse de 3,0%



pour atteindre 140.949 francs Cfa à fin décembre 2024, en lien avec l'augmentation plus rapide des crédits (+5,0%) que celle du nombre des clients (+1,9%). Cependant, en glissement annuel, le montant moyen des crédits octroyés par client a baissé de 0,8%. L'encours des crédits octroyés par le secteur de la microfinance au 31 décembre 2024 a représenté 7,3% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,2% au trimestre précédent.

Toutes ces informations ont été recueillies auprès de 533 systèmes financiers décentralisés (contre 538 au trimestre précédent). Il y a donc eu, au cours du quatrième trimestre, cinq retraits d'agrément au total au Bénin, au Burkina et au **Togo**

(Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social (FIDES)). Au 3^{ème} trimestre, c'est l'agrément de la Coopérative d'Épargne et de Crédit (CEC) Mokpokpo au Togo qui avait été retiré. Ces institutions de microfinance de l'Union ont desservi 19.121.754 clients à travers un réseau de 4.761 points de service répartis dans les huit États membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 18.015.354 pour 4.605 points de service. **9 SFD** étaient **sous administration provisoire**, après 8 au trimestre précédent : 3 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 2 au Niger et 1 au **Togo**. Un an plus tôt, le nombre de structures sous administration provisoire s'établissait aussi à 9.

Bon, pour ce dernier trimestre 2024, au sein de l'Union, la qualité du portefeuille de crédits des SFD s'est plutôt améliorée, en lien avec la baisse des créances en souffrance (-29,3 milliards de francs Cfa, -10,9%) ; elle s'était encore détériorée au trimestre précédent en raison d'une hausse de l'encours des créances en souffrance (+13,2%) plus importante que celle des crédits totaux (+4,7%). Le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD ressort à 8,9% à fin décembre 2024, après 10,5% à fin septembre, pour une norme maximale de 3,0%. En glissement annuel, ce taux s'est toutefois dégradé par rapport à son niveau de décembre 2023 (6,9%).

PROJET RESPITE

D'ici 13 mois, la nouvelle centrale solaire de Dapaong

En 2023, le Togo avait obtenu de la Banque Mondiale, un financement d'environ 39,7 Milliards de FCFA pour booster le domaine énergétique au Togo dans le cadre du projet régional d'intervention d'urgence en énergie solaire (RESPITE). Ce projet est structuré autour de trois composantes dont la première consiste à la construction d'une centrale solaire de 25 MWc avec 40 MWh de stockage batteries à Dalwak, à Dapaong, comprenant une ligne d'évacuation de l'énergie.

F. Woussou

Cette semaine, le projet vient de prendre corps avec la pose de la première plaque de cette centrale solaire. Selon le ministère en charge de l'énergie, d'ici 13 mois, 36 000 panneaux solaires seront installés sur 52 hectares d'un site total de 74 hectares. La centrale de Dalwak, qui sera réalisée par l'entreprise chinoise TBEA, devrait produire 52 114 MWh par an, permettant d'alimenter près de 29 000 ménages dans 61 localités et d'éviter l'émission de 33 600 tonnes de CO₂ chaque année.

Au gouvernement, on indique que l'énergie produite sera injectée directement dans le réseau de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET), via une ligne de 20 kV, avant d'être redirigée vers le poste de la Communauté Électrique du Bénin (CEB) de Dapaong. En cas de surplus, celui-ci alimentera le réseau national. Pour Mawusi Kakatsi, ministre délégué auprès du ministre des Mines, cette centrale représente bien plus qu'un projet énergétique : « C'est un projet à la croisée des ambitions économiques, de souveraineté énergétique



Les ministres Yark et Kakatsi (1er et 2^e à partir de la gauche) et le Président du Sénat Barqué lors du lancement du RESIPE-Dapaong

et de développement durable. Sans électricité, pas de santé, pas d'éducation, pas d'industrie et donc pas d'emploi », a-t-il dit.

L'ouvrage permettra de renforcer l'accès des populations de la région des Savanes à une électricité de qualité et disponible en continu, avec un stockage de 36 MWh. L'évacuation de l'énergie se fera par une ligne électrique de 14 km reliant la centrale au poste d'évacuation de la CEB à Dapaong. La centrale photovoltaïque contribuera à l'amélioration des conditions de vie des mil-

liers de foyers et stimulera l'activité économique locale. Il est prévu également l'extension de l'accès à l'électricité pour 61 localités rurales non encore desservies, situées dans les préfectures de Tône, Kpendjal, Kpendjal-Ouest, Oti, Oti-Sud, Tandjouaré et Cinkassé et plus 12 606 ménages vont bénéficier d'un nouvel accès à l'électricité.

Le ministre délégué auprès du ministre des Mines et des Ressources énergétiques a relevé qu'en exploitant le soleil, ressource abondante et gratuite sur le sol togolais, le

pays réduit sa dépendance aux importations de carburant fossile, nous protégeons notre balance commerciale et nous renforçons notre souveraineté. « La lumière du soleil ne se contentera plus d'éclairer nos jours mais elle va désormais contribuer au développement et à la croissance du Togo. Al'heure où les tensions géopolitiques font fluctuer les prix de l'énergie dans le monde, l'orientation du gouvernement vers les énergies renouvelables est un choix de sécurité nationale pour placer le Togo

dans le concert des nations en émergence avec des solutions énergétiques durables », a dit Mawusi Kakatsi.

La mise en service de cette infrastructure portera la capacité solaire installée du pays à 100 MWc et fera grimper la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national à 41% en 2026, contre 38% en 2023. Ce projet s'ajoute à celui de Blitta, déjà opérationnel, et sera suivi d'autres centrales solaires à Sokodé (64 MWc), Awandjelo (40 MWc) et Agoè-Nyivé (7 MWc). Des infrastructures clés pour concrétiser la stratégie nationale d'électrification portée par les plus hautes autorités.

Il faut noter que le Togo a fait le choix de l'indépendance énergétique en diversifiant ses sources de production. A l'horizon 2030, le pays ambitionne de booster sa production des énergies renouvelables en la faisant passer de 3 MW à 200 MW. Le pays qui a actuellement ouvert d'importants chantiers énergétiques avec en toile de fond la promotion du solaire, compte ainsi, en une douzaine d'années, multiplier par 66 sa production d'énergies vertes. Une performance qui devrait lui permettre d'atteindre l'objectif des 50% de part du renouvelable dans son mix énergétique, qu'il s'est assigné.

Alors que le défi se pose en termes de diversification des sources d'énergie avec en ligne de mire 50% de production du renouvelable, le Togo devrait également mobiliser les ressources pour rendre l'accès à l'énergie universel, toujours à l'horizon 2030, en ligne avec la stratégie nationale d'électrification.

Pour rappel, la seconde composante du projet RESPITE concerne l'électrification rurale. Il prévoit l'installation de 1853 lampadaires pour l'éclairage public et le raccordement d'environ 12100 ménages. « Le projet veillera également à intégrer les aspects liés à la résilience aux changements climatiques des infrastructures électriques concernées. En outre, le projet RESPITE donnera la priorité aux ménages vulnérables dirigés par des femmes lors de la sélection des ménages à raccorder au réseau », fait-on savoir au ministère de l'énergie La dernière composante est l'assistance technique au secteur et le soutien à la mise en œuvre du projet.

Ce projet vient accélérer l'atteinte des objectifs de la stratégie d'électrification inscrits dans la feuille de route Togo 2025 notamment l'accès universel à l'électricité en 2030 avec un taux d'électrification intermédiaire de 75% en 2025.

UNIVERSITÉ DE DATCHA

*** Pose de la 1^{ère} pierre ce 25 avril 2025 et premières livraisons dès 2026**

*** Formation à dominante professionnelle, technologique et scientifique**

La construction de l'Université de Datcha, localité située à quelques kilomètres de la ville d'Atakpamé, chef-lieu de la région des Plateaux, annoncée en 2023 en conseil des ministres par le gouvernement a débuté ce 25 Avril 2025 par la pose de la première pierre. Au gouvernement, on informe que le lancement des travaux de construction vient ainsi consacrer l'engagement ferme et résolu en faveur d'un enseignement supérieur moderne, inclusif et durable. « Ceci permettra de « favoriser l'accès des jeunes à une formation de qualité et d'accroître l'intégration des institutions universitaires dans le tissu économique, social et culturel de la région », indiquent les autorités.

F. Woussou

Un pôle de formation tournée vers l'avenir

Le gouvernement a indiqué que l'établissement d'enseignement supérieur va proposer des parcours de formation à dominante professionnelle, technologique et scientifique. Dans les détails, le campus de l'Université de Datcha abritera un ensemble académique et infrastructurel d'envergure, comprenant neuf (09) facultés, un (01) Centre Hospitalier Universitaire (CHU), une (01) bibliothèque centrale de référence, des services administratifs modernisés, plusieurs restaurants universitaires, une maison des hôtes, ainsi que des capacités d'hébergement pouvant accueillir jusqu'à 10 000 étudiants.

Le gouvernement informe que la

concrétisation de l'Université de Datcha se fera de manière progressive, suivant une planification en plusieurs phases. La première phase du projet, déjà engagée, marque un tournant décisif. Elle prévoit la construction de cinq bâtiments majeurs sur une surface utile d'environ 18 600 m². Ces infrastructures, accompagnées de voiries, réseaux divers et de plusieurs constructions annexes, permettront de poser les fondations académiques et fonctionnelles du futur campus.

L'Université de Datcha entend donc proposer une offre de formation résolument tournée vers l'avenir, structurée autour de filières à forte valeur ajoutée professionnelle, technologique et scientifique, en adéquation avec les besoins émergents du pays et les exigences du marché du travail. Le projet vise



Vue partielle de la maquette de l'Université de Datcha

également à décongestionner les grands pôles universitaires existants, tout en stimulant le développement local et régional. En ce sens l'Université de Datcha se po-

sitionne comme un catalyseur de croissance économique, un creuset d'innovation et un puissant levier de cohésion nationale. « Les priorités ont été clairement définies

pour répondre aux besoins immédiats de l'Université : la Faculté des sciences de la santé (5472 m²) constituera un pôle d'excellence dédié à la formation des professionnels de santé ; l'Institut supérieur des métiers de l'agriculture (4 263 m²), accompagné de bâtiments annexes, offrira un cadre adapté à l'apprentissage pratique ; l'Institut polytechnique et de l'innovation (5 920 m²) portera l'ambition du Togo de former des ingénieurs et des innovateurs face aux défis technologiques contemporains », fait savoir le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il est précisé qu'à ces unités d'enseignement s'ajouteront la Présidence de l'Université (2101 m²), centre stratégique de gouvernance, ainsi qu'un restaurant universitaire moderne (830 m²), conçu comme un espace de vie, de partage et de convivialité pour les étudiants.

Les raisons du choix de la localité de Datcha

Les autorités avancent la position centrale de Datcha au sein de la région des Plateaux, située entre les préfectures de l'Ogou et de l'Amou. De par sa situation géographique, Datcha favorise la circulation des enseignants entre les universités de Lomé et Kara, optimisant ainsi l'utilisation des ressources humaines universitaires. Cette localisation confère aussi à la future université une vocation régionale affirmée, offrant une réponse concrète aux besoins éducatifs des jeunes de toute la région des Plateaux.

« Pour de nombreux nouveaux bacheliers, l'éloignement des centres universitaires constitue un frein majeur, tant sur le plan logistique que financier. En implantant une université à Datcha, les autorités entendent lever cet obstacle et permettre à une génération entière de poursuivre ses études supérieures sans avoir à quitter son cadre de vie », affirme-t-on.

Aussi, le projet de l'Université de Datcha répond à plusieurs priorités stratégiques pour l'avenir du système éducatif togolais. Il s'agit, en premier lieu, de renforcer l'équité territoriale en rapprochant l'enseignement supérieur des populations encore éloignées des centres universitaires existants. L'accessibilité géographique devient ainsi un vecteur de justice sociale et un outil de réduction des inégalités.

Il faut souligner que depuis plusieurs années, le Togo s'est engagé dans un vaste chantier de modernisation de son système d'enseignement supérieur, qui vise à répondre aux standards internationaux et aux besoins croissants de formation du pays. « Cette transformation ambitieuse s'appuie sur une volonté politique claire portée par le chef de l'État, et s'inscrit dans une stratégie globale de développement éducatif et économique », renseigne-t-on au gouvernement.

Il est à rappeler que La réalisation de ce projet structurant repose sur un partenariat innovant entre l'État togolais et la société Envol Partenariats Togo. Cette entreprise panafricaine, spécialisée dans le développement d'infrastructures éducatives, accompagne le gouvernement dans la concrétisation de cette vision. Le partenariat porte à la fois sur le financement, la construction, l'équipement et la maintenance de l'ensemble des installations, garantissant ainsi une approche intégrée et pérenne. A en croire l'Exécutif togolais, ce modèle de collaboration offre l'assurance d'un haut niveau de qualité tout en assurant une bonne gestion des ressources sur le long terme. Il témoigne également de la capacité du Togo à nouer des alliances stratégiques au service de son développement.

PROJET FICOL DANS LA COMMUNE DE WAWA1

Sécurité de l'assiette fiscale et gestion durable des déchets solides ménagers

Le département de la Vienne accompagne la commune togolaise de Wawa 1 dans un plan d'adressage pour sécuriser l'assiette fiscale et une gestion durable des déchets solides ménagers – initiatives soutenues par la création d'une radio communautaire en langues locales.

Eric J.

La commune de Wawa 1 est située dans la région des plateaux à 245 km au nord-ouest de Lomé. Son chef-lieu est le canton de Badou (13 000 habitants) qui abrite la plupart des services administratifs et de santé de la commune. Ne disposant pas d'un plan d'adressage, les autorités locales et administratives sont en difficulté pour gérer les activités urbaines ainsi que les services essentiels pour les populations, comme la collecte des déchets solides ménagers (prolifération des dépotoirs sauvages engendrant des pollutions et diverses maladies).

Dans le but de transformer Wawa 1 en un véritable pôle de croissance régional à travers la promotion des circuits économiques, ce projet procédera à l'adressage de la ville (nommage des rues et attribution de numéros aux concessions) et à l'identification systématique de toutes les unités économiques et habitats de la commune. De quoi développer un véritable service public municipal de gestion des déchets pour améliorer le cadre de vie des populations locales et le développement économique.

Le projet va permettre de mettre en place un mécanisme efficace de collecte, de tri et de valorisation des déchets solides produits par les ménages et d'assurer la propreté de la ville afin de lutter contre la recrudescence des maladies hydro fécales et le paludisme qui sont des maladies liées à l'hygiène et l'assainissement. Enfin, une radio communautaire sera créée afin de promouvoir l'information et la communication en langues



Assamoah Yao Ogah et Alain PICHON lors de la signature de la convention du projet FICOL (Archives)

locales pour un développement territorial inclusif et participatif.

Le maire de la commune Wawa1, Assamoah Yao Ogah a indiqué que le coût global modifié du projet FICOL est d'environ 720 573 828 francs CFA, financé à 65,5% par l'Agence française de développement (AFD), 7,8% par le département de la Vienne, 27,5% par la commune Wawa1 et 1% par France volontaire. Il a précisé que le projet FICOL est né d'une volonté commune d'exploiter les atouts pour faire de Badou, une ville plus organisée, plus propre, plus informée et plus unis. Le maire a profité de cette rencontre pour remercier le département de la Vienne et surtout l'AFD pour le financement et l'appui multiforme. Il a promis faire bon usage du matériel acquis pour l'intérêt des populations de la commune.

Pour l'Agence française de développement, la mise en œuvre du projet FICOL permettra l'établissement d'une carte détaillée du canton de Badou avec adressage des rues et des concessions, une base de données des unités économiques et un

plan géré par une application ; 75 % des déchets solides collectés à leur source de production dont 50 % triés et récupérés avant l'enfouissement des déchets ultimes pour que 80% des habitants aient le sentiment que la propreté de la ville s'est améliorée. De plus, une radio FM et en Web sera installée à Badou va couvrir un audimètre de 80 km minimum de rayon autour de l'antenne pour qu'au moins 15 000 auditeurs aient facilement accès aux informations utiles et participent aux actions de développement local de leur canton.

Il faut rappeler que dans cette optique, l'équipe du projet FICOL de Badou avait visité l'année dernière (juillet 2024) sur son site de recyclage GIP-Togo à Lomé dans le quartier Avenou. Il était question de la présentation des différentes composantes du projet notamment le déploiement de la phase 2 consacrée à la gestion des déchets. Sur cette composante, FICOL-Badou a souhaité nouer un partenariat avec GIP-Togo pour le rachat des flux recyclables plastiques et autres déchets non pris en charge par le pro-

jet pour être transformés dans le circuit de recyclage de son unité. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette composante, une collaboration entre les deux structures pour animer des séances de sensibilisation à l'endroit des populations tout en suscitant une concurrence dans le but de distinguer les quartiers les plus propres, les encourager et les accompagner à adopter de bonnes aptitudes en matière de gestion des déchets ménagers.

Il est à rappeler que c'est en 2023 que le maire de la commune Wawa1 a signé à Poitiers en France, avec le président du conseil départemental de la Vienne, Monsieur Alain PICHON, la convention de rétrocession des fonds affectés par l'agence française de développement (AFD) dans le cadre du projet FICOL d'adressage de la ville de Badou et gestion des déchets. C'est dans le cadre du jumelage entre le département de la Vienne et la commune Wawa1.

CES COUPLES QUI VIVENT DANS LES MAISONS FAMILIALES

Entre solidarité et tension sous le même toit

Etonam Sossou

Au Togo, il n'est pas rare de voir de jeunes couples mariés vivre dans des maisons familiales, souvent avec les parents, frères, sœurs ou d'autres membres de la belle-famille. Si cette cohabitation peut sembler être une solution économique ou une tradition culturelle de solidarité, elle est loin de faire l'unanimité. Entre entraide, promiscuité et conflits silencieux, les avis sont partagés.

Une nécessité économique et sociale pour certains

Pour des jeunes ménages au revenu modeste, la maison familiale est une option quasi incontournable. C'est le cas de Kodjo et Akossiwa, mariés depuis deux ans et installés chez les parents du mari, à Lomé. "Louer un appartement correct coûte cher, surtout dans la capitale. Rester ici nous permet d'économiser, le temps de nous stabiliser", explique Kodjo. Sa femme ajoute : "Certes, il

y a des règles à respecter, mais je m'entends bien avec ma belle-mère. Elle m'aide aussi avec les enfants."

Ce type d'arrangement repose souvent sur des valeurs d'entraide intergénérationnelle encore très présentes dans la culture togolaise. Selon le sociologue Jean-Michel Amévi, "la cohabitation familiale est ancrée dans une logique de solidarité et de partage des charges. Elle peut même renforcer les liens familiaux, à condi-

(suite à la page 7)

MULTISPORTS/

La mémoire des sports restituée à travers un livre

Au Togo, un travail de mémoire lève désormais un coin de voile sur les bâtisseurs des succès sportifs togolais. C'est à travers un livre intitulé "Mémoire des sports du Togo", chef d'œuvre dévoilé ce mardi 22 avril 2025 à Lomé par le ministère des Sports et des Loisirs.

Hervé A.

La présentation technique faite du livre, ponctuée d'un film documentaire révèle des témoignages d'acteurs qui ont concouru à écrire les plus belles pages du sport au Togo. Ce livre qui n'est que le premier tome est narré par 21 témoins, de joueurs aux entraîneurs en passant par dirigeants et journalistes. De façon spécifique, cette "Mémoire des sports du Togo" porte sur 11 disciplines, notamment le football, l'athlétisme, le basket-ball, le handball, le volley-ball, le tennis, le tennis de table, la Boxe, le maracana, le karaté et le cyclisme.

Fruit d'un travail collectif sur plusieurs mois, l'objectif poursuivi à travers ce projet, explique Mme le ministre des Sports et des Loisirs, est de sauvegarder les récits des compétitions marquantes des clubs légendaires et figures emblématiques des sports au Togo. En clair, c'est un livre qui lève un coin de voile sur les bâtisseurs des succès sportifs togolais. Il s'agit notamment des hommes et femmes qui ont marqué d'une empreinte indélébile, le sport togolais, au travers de leurs performances qui restent encore vivaces dans les mémoires collectives. Mieux, une œuvre qui restera un témoin inoxydable de l'histoire.

"En le faisant ainsi, nous continuons à construire un narratif positif et fédérateur de l'histoire sportive togolaise. Nous motivons et permettons également à la jeunesse togolaise de puiser dans notre



histoire, la sève nourricière pour bâtir de nouveaux succès sportifs honorables, en lui inculquant la culture de la gagne, du dépassement de soi et de la persévérance", a précisé Dr Lidi Bessi-Kama, ministre des Sports et des Loisirs.

Par ce canal, le ministère des Sports et des Loisirs entend raviver les souvenirs communs qui ont servi et servent encore de repères et de traits d'union entre les générations de Togolais. "Ce

travail de mémoire est une thérapie sur nous-mêmes, sur nos sports, pour soigner nos propres blessures et restaurer la mémoire de nos héros d'hier et d'aujourd'hui, et leur témoigner la gratitude de la nation pour services rendus", a conclu la patronne des sports au Togo.

Une remise d'attestation à des acteurs sportifs et personnes ressources ayant participé à la réalisation de cette mémoire a clôturé la cérémonie.

Pour rappel, ce livre a été présenté sous le regard de personnalités et figures emblématiques ayant marqué les sports au Togo. Parmi elles, les Généraux Zoumarou Gnofame et Poutoyi Nabédé, des anciens présidents de fédérations sportives et du Comité National Olympique du Togo, puis Horacio Béno Freitas et Sélom Klassou, deux anciens ministres des Sports et même de journalistes sportifs. (Équipes228.tg)

FOOTBALL / PROGRAMME TDS/

Arbitres, commissaires de match et administrateurs de centres de formation formés aux lois du jeu et à l'utilisation de FTF Togo Connect

De jeunes arbitres, des commissaires de match ainsi que des administrateurs d'académies de football ont pris part, ce jeudi 24 avril au siège de la Fédération Togolaise de Football (FTF), à une session de formation axée sur les lois du jeu et l'utilisation de la plateforme numérique FTF Togo Connect, dans le cadre de l'organisation prochaine du Championnat Élite U17. Cette initiative s'inscrit dans la mise en œuvre du Programme FIFA TDS. La séance a été ouverte par le Directeur Technique National (DTN), Dodzi Eklusi-Siabi, au nom du Secrétaire Général de la FTF.

"La formation que nous avons entamé ce matin porte sur le CMS, l'outil de gestion des compétitions mis en place par la FIFA. Cet outil permet de gérer l'ensemble des compétitions dans le monde. Deux axes sont abordés : la gestion des compétitions proprement dite, notamment les feuilles de match et l'enregistrement des joueurs, ainsi que le volet relatif au commissariat des matchs", a-t-il déclaré. Le DTN a également invité les participants à bien s'approprier l'outil FTF Togo Connect afin de faciliter leur intégration dans le programme TDS.

Cette session est animée par Henri

Dessong Djabga, Manager général de FTF Togo Connect, et Claude Djaoupé, Responsable du Département de l'Arbitrage à la FTF. Ce dernier a notamment échangé avec les participants sur les nouvelles règles de l'arbitrage ainsi que sur les spécificités de l'organisation des rencontres dans les petites catégories.

"L'autre volet de cette formation concerne l'administration du CMS, destiné aux responsables des académies et centres de formation engagés dans le prochain championnat U17 Élite. L'objectif est de leur permettre d'enregistrer les joueurs, les encadrateurs et les dirigeants,

offrant ainsi une visibilité complète sur l'ensemble des acteurs de la compétition", a précisé Dodzi Eklusi-Siabi.

Le programme FIFA TDS, actuellement à la phase de perfectionnement à la FTF, poursuit sa dynamique. Depuis plusieurs semaines, les jeunes joueuses de la catégorie U17, issues de la phase de détection, participent à des séances d'entraînement hebdomadaires sur le terrain du siège de la Fédération. Ces séances visent à renforcer leurs compétences techniques, physiques et tactiques, tout en les familiarisant avec les exigences du haut niveau.

Par ailleurs, le Comité de pilotage du

programme TDS continue les préparatifs en vue du lancement du championnat Élite U17 filles.

Pour rappel, le Programme de Développement des Talents (TDS) vise à accompagner les associations membres de la FIFA dans l'amélioration de la formation des jeunes joueurs et joueuses. Il met l'accent sur l'élévation des standards de performance, la création d'environnements favorables à l'épanouissement des talents et l'accompagnement de ces derniers dans leur progression vers le haut niveau.

JUDO/ CHAMPIONNATS D'EUROPE/

"Les règles sont les règles, mais je n'accepte pas" : Clarisse Agbénénou frustrée par sa disqualification en finale

Clarisse Agbénénou rageait d'avoir été disqualifiée en finale européenne des -63 kg, jeudi au Monténégro. Une décision qui prive la Française d'un sixième sacre continental.

Quel est votre sentiment après cette défaite en finale des Championnats d'Europe des -63 kg par disqualification (saisie jugée dangereuse), contre la Tchèque Zachova ?

Je n'accepte pas. Voilà, c'est comme ça, c'est du judo. Les règles sont les règles, mais je n'accepte pas. Quand je suis dans une forme comme ça, quand il y a un travail qui est fait, que j'arrive à le mettre en application, je n'accepte pas et je n'accepterai pas. Après, c'est comme ça, je n'ai pas le choix. Je ne suis que vice-championne d'Europe. Je suis que cinq fois championne d'Europe et voilà, ce sera à moi de retravailler derrière, mais je n'ac-



cepte pas. Elle n'a même pas fait une attaque. Ce n'est pas de sa faute mais c'est dur à accepter. La règle est comme ça, mais ils (les arbitres) ne se rendent même pas compte de tout le travail qu'il y a derrière. J'aurais préféré qu'elle soit meilleure ou qu'elle me fasse tomber. Je n'ai même pas les mots.

C'était important de battre Manon Deketer en demi-finales ?

C'est important parce que, mine de rien, on est en concurrence. Et forcément, la battre en demi-finales des Championnats d'Europe, c'est bien pour moi. Avec la manière en plus. Mais je reste quand même sur cette finale qui est très amère pour moi. Je prendrai du temps pour moi, je reviendrai pour enfin avoir ces six titres.

BREVES

Le Wydad Casablanca limoge son coach

Le Wydad de Casablanca a démis de ses fonctions le coach Rulani Mokwena à moins de deux mois du coup d'envoi de la Coupe du monde des clubs de la FIFA.

Le technicien sudafricain Rulani Mokwena a été remercié par le Wydad de Casablanca, a informé le club marocain ce jeudi. La veille, les Wydadis ont été accrochés par l'OC Safi (1-1) alors qu'ils tenaient la victoire jusqu'à la 86e minute de jeu à l'occasion de la 27e journée de championnat. Il s'agissait du sixième résultat nul consécutif de la formation désormais troisième de Botola à trois journées de la fin du championnat.

Depuis plusieurs mois, l'ancien coach à succès des Mamelodi Sundowns était sur le fil du rasoir, alors que les attentes des supporters et des dirigeants peinaient à se confirmer. En effet, l'arrivée du trentenaire l'été dernier avait suscité éminemment d'optimisme. Puisqu'il débarquait avec quatre titres de champion d'Afrique du Sud consécutifs de surcroît ainsi qu'une coupe de Ligue africaine de football (anciennement Super League africaine) dans sa valise.

L'état-major Rouge et Blanc avait réitéré à moult reprises sa confiance en le natif de Johannesburg. Cependant, ce dernier devait impérativement redresser la barre. Au finish, il quitte son poste après moins d'un an de service seulement. En 35 matchs, il a signé 14 victoires pour autant de résultats nuls, et 7 défaites.

Quant au WAC, le club devra encore patienter avant de reconquérir le titre national. En attendant, il devra désormais trouver un successeur à même de conduire l'équipe à l'édition inaugurale de la Coupe du monde des clubs, prévue du 14 juin au 13 juillet 2025. Pour rappel, le Wydad a hérité du groupe G dans lequel on retrouve Al Ain, la Juventus et Manchester City.

World Athletics fixe ses objectifs de féminisation

World Athletics a précisé les objectifs de sa stratégie de féminisation pour les années à venir. La FI veut atteindre au moins 40% de représentation féminine au sein du bureau exécutif de ses fédérations membres d'ici 2029. Au rayon de l'arbitrage, elle fixe l'objectif de 40% de femmes dans les cursus d'ici 2027. Ce qui devrait permettre d'obtenir la parité aux Championnats du monde de Pékin 2027 et aux Jeux de Los Angeles 2028. Autre domaine d'action : le coaching. World Athletics vise 40% d'entraîneuses certifiées au niveau 1 et 30% au niveau 2 d'ici 2029. Un objectif qui s'inscrit dans la perspective d'afficher 40% de femmes parmi les entraîneurs présents aux Championnats du monde U20 en 2030, et 25% aux Championnats du monde seniors en 2029.

"Je suis incroyablement fier des progrès que nous avons réalisés jusqu'à présent pour accroître la représentation des femmes dans l'athlétisme, comme en témoigne la parité de notre Conseil, déclare Sebastian Coe, le président de World Athletics. Cette stratégie reflète notre engagement continu à faire en sorte que les femmes ne soient pas seulement présentes, mais qu'elles occupent une place prépondérante dans les rôles de direction et de prise de décision dans l'ensemble de notre sport. Nous savons qu'il reste des défis à relever pour que davantage d'entraîneuses, d'arbitres et d'administratrices participent à l'athlétisme, mais nous nous engageons à promouvoir l'égalité et l'opportunité pour conduire un changement durable dans le monde entier."

L'UEFA envisage la suppression de la prolongation

Selon Sport Bild, l'UEFA envisage trois changements majeurs pour la prochaine saison de la Ligue des champions avec notamment la suppression de la prolongation et un avantage plus net aux huit meilleures équipes de la phase de poule. Mais certains ne sont en fait pas à l'ordre du jour.

Le nouveau format de la Ligue des champions pourrait-il déjà évoluer ? Alors que la première édition à 36 clubs (contre 32) et au format "suisse" n'est pas encore terminée (les demi-finales allers se jouent la semaine prochaine), l'UEFA réfléchirait déjà à amender certains points, selon Bild. La confédération européenne s'appuie sur les retours des clubs et la commission des compétitions pourrait proposer trois corrections au du comité exécutif de l'instance.

La prolongation de 30 minutes (2x15), prévue en phase à élimination directe en cas d'égalité sur l'ensemble des deux rencontres à l'issue du temps réglementaire du match retour, est-elle menacée comme rapporté ? L'idée évoquée par le média serait de déterminer le vainqueur directement aux tirs au but comme c'est actuellement le cas en Coupe de France, à l'exception de la finale.

Mais en avril, l'UEFA a balayé cette idée. L'instance présidée par Aleksander Ceferin a acté leur maintien lors d'une réunion de la Commission des compétitions interclubs. On conserve donc le même format que celui qui est en place actuellement, au moins pour la saison 2025-2026. La proposition a été discutée mais n'ira pas plus loin, malgré la position de certains membres de l'UEFA autour des cadences infémeles pour les joueurs.

Ne pas avoir gagné ce sixième titre inédit pour un judoka français, hommes et femmes confondus, change-t-il votre programme puis-que vous souhaitez faire une pause ?

Non, de toute façon, vu ce qu'il se passe, je pense que je vais vraiment prendre du temps pour moi. Ça va me faire du bien.

La déception est-elle aussi amplifiée parce que vous vouliez marquer le coup avant cette pause ?

La déception est grande parce que j'ai tout donné pour cette compétition. Je me suis sentie bien. Je n'ai quasiment pas eu de chute. Je n'ai pas fait de golden Score. Franchement, dans une forme comme ça, ne pas gagner,

ça fait chier.

Vous attendiez-vous à être aussi bien aujourd'hui ?

Je m'attendais à être bien, mais pas à ce point dans la mise en application. Il n'y a qu'un mois avec Tbilissi (2e au Grand Chelem), c'est le jour et la nuit. Et franchement, je me dis mais quelle progression ! Ce n'est pas donné à tout le monde. On a travaillé, j'ai travaillé et je suis contente d'arriver à mettre en place des choses. Donc je suis déçue, je méritais l'or. Maintenant, c'est moi qui ai fait l'erreur et je suis déçue. Je suis très déçue. Pour l'instant, je n'ai pas raccroché le kimono. J'ai encore envie. Je vais me poser. Ça va me faire du bien. Après, je repartirai au charbon.

STATIONNEMENTS ANARCHIQUES DES CAMIONS SUR LE CORRIDOR LOMÉ-OUAGADOUGOU

Un agent du Conseil National des Chargeurs du Togo analyse

Late Pater

Le phénomène des stationnements anarchiques des camions sortis du port autonome de Lomé reste inquiétant voire mortel au point où L'UNION trouve utile de partager in extenso les solutions que propose l'analyse de Dissirama Koubalkota Gueba, qui côtoie les routiers. «Le développement des infrastructures strictement portuaires ne suffit pas. D'importants investissements dans le nœud de la chaîne logistique peuvent doper l'activité, mais aussi la paralyser. Ce qui se passe sur la partie terrestre fait également partie des facteurs permettant à un port d'être performant et compétitif», écrit celui qui travaille au Conseil national des chargeurs du Togo (CNCT) où il est déployé au parking de stationnement de Vodougbe (Aného) en tant qu'agent de parking. C'est le volume 12 de la revue «Série sur la gestion portuaire» publiée par la CNUCED en 2024 qui en a fait l'écho.

«Le port de Lomé s'est grandement modernisé ces dernières années. Entre 2012 et 2022, il a vu son trafic passer de 7,7 millions de tonnes à 29,7 millions de tonnes, multipliant presque par quatre ses résultats. Aujourd'hui, c'est au-delà du territoire strictement portuaire que le port doit regarder pour développer ses échanges et améliorer ses performances. En effet, l'efficacité d'un port ne dépend pas uniquement de ce qui se trame sur ses quais et dans ses magasins. L'efficacité du port multiplie la quantité de biens qui attendent d'être acheminés vers leur destination. L'arrivée et le départ des marchandises doit être optimisé : chaque nœud logistique a son importance, et peut provoquer des délais en chaînes. Le développement disproportionné d'une partie d'un système peut créer des engorgements et des blocages. La Nationale 1 est le principal axe routier qui connecte le Togo à son hinterland : les pays sahéliens, le Burkina Faso en tête. Cette voie de circulation



vitale pour le port de Lomé fait face à plusieurs problèmes, dont celui du stationnement. À défaut de lieux adaptés, beaucoup de camionneurs s'arrêtent sur le bas-côté de la route ou dans des stations-service. Cela génère des risques pour le conducteur, le véhicule, la marchandise transportée, mais aussi pour les riverains et autres usagers. Par ailleurs, ces stationnements anarchiques favorisent les accidents, réduisent la qualité de vie des routiers et allongent les délais de livraison.

Analyse. Actuellement, deux types de stationnement existent sur le corri-

dor Lomé-Ouagadougou : les parkings, qui sont payants, sécurisés et entretenus avec un personnel présent 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ; et aussi les aires de stationnement, qui sont gratuites, libre d'accès, non entretenues et sans personnel. En 2006, le CNCT a construit un premier parking à Agaradé, pour assister les conducteurs au niveau de la faille d'Alédjo ; une section particulièrement dangereuse de la route. Ce parking n'est plus opérationnel depuis 2017 et la construction du contournement de Bafilo, mais le CNCT en a créé deux autres, ceux

de Blitta et de Djéréhouyé (Atakpamé). Il faut aussi noter l'existence du parking du terminal de Sahel – exceptionnellement gratuit – à Lomé, qui n'offre toutefois pas de conditions adaptées au stationnement.

D'un point de vue légal, ni loi ni réglementation ne contraignent les camionneurs à s'arrêter dans des lieux spécifiques. Pour donner la parole aux premiers concernés, 127 camionneurs ont été interrogés dans le cadre de cette étude. Ils conduisaient des véhicules enregistrés au Burkina Faso (59%), au Togo (33%), au Niger (6%) et au Mali (2%). Les résultats sont les suivants : 84% affirment avoir déjà stationné en bordure de route ; 92% trouvent le nombre de stationnements sur le corridor insuffisant ; 95% souhaitent voir de nouveaux espaces de stationnement (parkings et aires de stationnement) ; 58% préfèrent un parking payant à un stationnement gratuit ; 55% des sondés affirment stationner dans des espaces aménagés ; 43% s'arrêtent dans des stations-service ; 2% s'arrêtent n'importe où. La principale raison poussant à rester dans une station-service est la gratuité, en cas d'achat de carburant. Au moment de passer la nuit, les camionneurs souhaitent se rapprocher des services et des lieux de vie. Or, la plupart des municipalités interdisent les stationnements en bordure de route, sans pour autant proposer d'alternatives. Les parkings existants sont jugés trop éloignés des villes. Quant au Grand Lomé, il manque de stationnements. Parmi les pré-occupations centrales des camionneurs, on relèvera le mauvais état de la route, en particulier les tronçons entre Tsévié et Atakpamé, et entre Sokodé et Kanté ; les contrôles de la Division de la sécurité routière qui verbalisent à outrance les chauffeurs victimes de pannes. Les camionneurs disent être victimes de racket. En conclusion, les stationnements sur le corridor ne sont pas satisfaisants, tant du point de vue de la quantité que de la qualité. L'offre est insuffisante et inégalement répartie. Les deux parkings fonctionnels se trouvent sur la partie sud du corridor, alors que les passages difficiles se situent sur sa partie nord.

Il y a un véritable désir de la part des camionneurs de voir apparaître des parkings offrant des lieux de stationnement sécurisés et accueillants. La création de nouveaux espaces de station-

nement réduira donc les stationnements anarchiques. Idéalement, il faudrait un parking moderne ou une aire de stationnement chaque 50 km ou à tout le moins dans chaque ville située le long du corridor. L'absence de services rendus aux camions sur les parkings existants actuellement est une lacune, car c'est aussi pour recevoir de tels services que les conducteurs s'arrêtent dans un endroit. Les futurs lieux de stationnement devraient donc comporter des services rendus aux personnes, mais également aux véhicules.

Recommandations. Les réformes doivent suivre quelques principes généraux : (i) Les mentalités des responsables doivent changer. Il faut faciliter les arrêts plutôt que les sanctionner. Si des interdictions de stationnement sont prononcées, il faut que des lieux dédiés soient créés en amont pour ne pas piéger les camionneurs. Quand les lieux appropriés existeront, alors on pourra interdire, notamment de passer la nuit dans les stations-service, dans le but de limiter les dommages en cas d'incendie. (ii) La construction d'aires stationnements devrait revenir aux municipalités, en raison de la décentralisation. Pour être au plus près des besoins, les municipalités attirant déjà des camionneurs fatigués pourraient créer des aires dédiées. (iii) Les nouvelles infrastructures devront prendre en compte les préférences des routiers. C'est-à-dire que l'offre doit répondre à leurs besoins : sanitaires, électricité, éclairage, eau courante, restauration, boutiques, lieux de prières, accès à internet, écrans de télévision, sécurité, services aux machines... (iv) Les recommandations s'échelonnent sur un axe variant selon leur degré d'efficacité, sur la réduction du stationnement anarchique et le coût.

Il s'agirait de rendre les parkings existants plus attractifs. De nouveaux espaces de stationnement devraient être créés, en priorité dans les lieux difficiles (route dangereuse, frontière, etc.). Au Togo, il y a trois zones prioritaires : le Grand Lomé, Kanté (pour permettre de s'arrêter après la traversée de Dfalé), et Cinkassé (pour faciliter l'attente des camionneurs à la frontière lors des formalités douanières). Reconstruire la Nationale 1 en y incorporant des lieux de stationnement tous les 50 km. Créer une ligne de chemin de fer entre Lomé et Ouagadougou ».

INAUGURATION DU CENTRE D'APPEL DE TÉLÉPERFORMANCE «KÉKÉLI»

Innovation et ambition numérique au profit de la jeunesse

À l'occasion du 65^{ème} anniversaire de l'indépendance du Togo, un événement majeur est venu marquer l'engagement du pays vers un avenir numérique ambitieux : l'inauguration officielle du centre d'appel «Kékéli», fruit d'un partenariat stratégique entre la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et ses partenaires. Représentant le Chef de l'État, le Président de l'Assemblée nationale, Sévon Kodzo Adédzé, a présidé la cérémonie en présence de membres du gouvernement, d'autorités administratives et de partenaires techniques.

E. Sossou

Un projet tourné vers la jeunesse et l'emploi

Plus qu'une simple infrastructure, le centre d'appel «Kékéli» incarne une vision : celle de créer des opportunités pour la jeunesse togolaise, de stimuler l'emploi et de positionner le pays comme un acteur clé de l'économie numérique mondiale. «Investir dans ce centre, c'est investir dans la jeunesse, dans leur talent, leur créativité et leur capacité à innover. Ce projet qui a coûté 7 milliards 500 millions Fcfa, va générer d'ici cinq ans 2500 emplois pour la jeunesse », a souligné le Ministre de la réforme du service public, du travail et du dialogue social, Gilbert Bawara, rappelant l'importance de telles initiatives dans un contexte de transformation technologique rapide.

Un bâtiment à la pointe de l'innovation

D'une surface utile de 7 194 m², le centre «Kékéli» s'impose par son envergure et son design moderne. Construit par la CNSS sur un domaine de 3 153 m², il comprend :

Un rez-de-jardin avec une cafétéria, un parking semi-enterré et des locaux techniques (1 583,25 m²) ; Un rez-de-chaussée de 1 287 m² avec un espace de recrutement, des salles de formation et un plateau de production de 505,90 m² ; Trois niveaux supérieurs (R+1 à R+3) accueillant de vastes plateaux de production totalisant 4 542,90 m². «L'architecture mise sur l'ergonomie et la flexibilité, avec des plateaux ouverts favorisant la collaboration, des espaces de pause confortables et une intégration technologique de haut niveau pour fluidifier les communications» a précisé Limazié

Payébimesso, l'architecte de l'ouvrage.

Le centre «Kékéli» a été pensé dans une logique écoresponsable. L'utilisation optimale de la lumière naturelle, une ventilation performante, ainsi qu'une isolation thermique avancée, garantissent un bâtiment peu énergivore et confortable. Les matériaux choisis — dont les briques de terre comprimée (BTC) issues de la terre de barre locale — assurent inertie thermique, isolation acoustique et respect de l'environnement. L'escalier monumental, habillé de pierre de Bafilo, ajoute une touche d'élégance traditionnelle à l'ensemble.

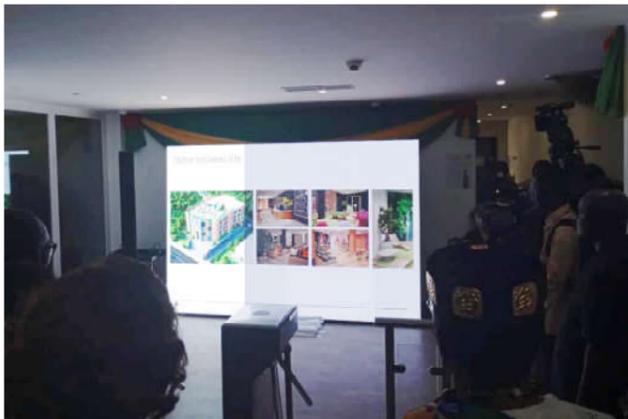
Un impact territorial fort

Dans sa démarche de responsabilité sociétale, la CNSS ne s'est pas limitée au bâtiment. Une voirie urbaine de 2,4 km a été construite pour desservir le centre, reliant le carrefour Klikamé au marché de Djidjolé. Équipée de feux tricolores et d'un éclairage solaire, cette voie facilite la mobilité et dynamise toute la zone environnante.

Le projet a été mené avec une grande rigueur technique et une forte implication locale. Le cabinet français ELEMENS, mandaté par Téléperformance, a donné l'allure générale du centre, tandis que K'Line (Ghana) s'est chargé de l'architecture intérieure.

La filiale togolaise de PNHG Espagne a exécuté tous les corps de métier, mobilisant plus de 200 ouvriers togolais qualifiés : maçons, électriciens, menuisiers, peintres... Un bel exemple de transfert de compétences et de valorisation des ressources humaines locales.

«Le centre d'appel «Kékéli» est bien plus qu'un édifice. Il représente



une ambition collective : celle de bâtir un Togo numérique, inclusif et performant, où chaque citoyen peut projeter dans l'avenir. À travers cette initiative, le pays affirme son

leadership régional dans les services numériques et offre une réponse concrète aux défis de l'emploi et de la transformation digitale», a ajouté le Ministre Gilbert Bawara.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

LE LYCÉE D'ATAKPAMÉ EN FÊTE

50 ans placés sous le signe de l'action et de la solidarité

Etonam Sossou

En septembre 1974, au cœur de la ville d'Atakpamé, naissait un établissement destiné à répondre à l'urgence d'une éducation secondaire de qualité : le Lycée d'Atakpamé. Cinquante ans plus tard, l'établissement n'a rien perdu de sa vocation première. Mieux, il bénéficie d'un second souffle grâce à l'engagement sans faille de ses anciens élèves, regroupés au sein de l'Association des Anciens Élèves du Lycée d'Atakpamé (AMAE-LYATA). À l'occasion de son jubilé d'or, cet esprit de fraternité et de responsabilité intergénérationnelle prend une ampleur remarquable.

C'est en véritables bâtisseurs que les anciens élèves reviennent dans les murs de leur lycée. Leur objectif : transformer le cadre d'apprentissage des élèves actuels et le projeter dans l'avenir. « Nous avons tous une dette morale envers cet établissement qui a contribué à faire de nous ce que nous sommes aujourd'hui. Il est temps de redonner », confie le Colonel Djibril Inoussa, président de l'AMAE-LYATA.

Modernisation des infrastructures, numérique, sport et écologie



Les actions menées dépassent les simples intentions symboliques. Une médiathèque connectée a été érigée, équipée de 20 ordinateurs portables, 40 tables et autant de chaises, avec une connexion Internet haut débit. Ce lieu est désormais un carrefour du savoir numérique, qui bénéficie tant aux apprenants qu'aux enseignants. 60 élèves y ont déjà suivi une formation accélérée en informatique, preuve que le virage digital est amorcé.

Face à la croissance continue des effectifs, l'association a également sé-

curisé l'engagement de construire un bâtiment de quatre classes en 2025. D'autres projets sont en cours, dont la réhabilitation de la clôture pour sécuriser les lieux, ainsi que la construction d'un terrain multisports (basket, handball, volley) pour valoriser l'éducation physique.

L'amélioration des conditions de vie sur le campus n'est pas en reste. Deux forages d'eau potable ont été réalisés, améliorant sensiblement l'accès à l'eau pour les élèves et le personnel. Dans un esprit d'esthétique et de visibilité, une enseigne lumi-

neuse sera prochainement installée à l'entrée du lycée.

Soucieux de leur impact environnemental, les anciens élèves ont également initié la création d'une forêt urbaine sur deux hectares, en lien avec la lutte contre la désertification. Une démarche saluée dans une époque marquée par les urgences climatiques.

Former, protéger, inspirer

L'AMAE-LYATA ne s'est pas limitée à la modernisation des infrastructures. Une centaine d'élèves ont été formés aux gestes de premiers secours, et du matériel sportif (maillots, ballons) a été distribué, dans une



volonté de soutien à la vie scolaire et au développement global des jeunes.

Ce cinquantenaire dépasse la simple commémoration. Il révèle une dynamique de transformation collective, menée par des citoyens reconnaissants et soucieux de transmettre aux générations futures un héritage vivant. Le Lycée d'Atakpamé, grâce à ses anciens élèves, continue de rayonner, non pas uniquement par son passé glorieux, mais par la vision et les actions concrètes tournées vers l'avenir.



CES COUPLES QUI VIVENT DANS LES MAISONS FAMILIALES

Entre solidarité et tension sous le même toit

(suite de la page 4)

tion qu'il y ait du respect mutuel."

Un frein à l'intimité et à l'autonomie pour d'autres

Mais cette proximité n'est pas sans inconvénients. Pour beaucoup de couples, elle devient vite une source de tension. "À la moindre dispute, tout le monde est au courant. Et ma belle-sœur a toujours quelque chose à redire sur ma manière de gérer la maison", confie discrètement Dédé, mariée depuis trois ans et vivant chez

les parents de son époux. " J'ai l'impression de ne jamais être chez moi."

Même son de cloche chez Jonas, un jeune marié installé avec son épouse dans la maison paternelle à Kpalimé : "On ne peut pas vivre notre intimité librement. Il y a des choses que je n'ose pas faire devant mes parents, même si je suis marié. J'ai l'impression d'être encore leur enfant."

La vie dans une maison familiale peut engendrer des conflits subtils,

rarement exprimés ouvertement. Les rivalités entre belles-sœurs, les remarques des beaux-parents, ou encore la jalousie liée à la répartition des tâches ou des dépenses sont fréquentes. "Il y a un poids psychologique qui n'est pas toujours pris en compte. Certaines femmes finissent par se replier sur elles-mêmes ou préfèrent partir, même sans les moyens", avertit une assistante sociale.

Aujourd'hui, avec la montée de l'in-

dividualisme et le désir croissant d'autonomie des jeunes couples, de plus en plus de Togolais aspirent à avoir leur propre logement, même modeste. Des initiatives comme les logements sociaux ou les tontines familiales sont perçues comme des alternatives viables. " Il faut encourager les jeunes à construire ou à louer, même petit, pour préserver l'équilibre du couple ", soutient Mme Lawson, une mère de famille à Lomé, qui avoue avoir vu plusieurs

couples s'éteindre dans la promiscuité.

Si vivre dans une maison familiale reste une réalité pour de nombreux couples togolais, elle pose des défis importants. Entre choix économique, pression sociale et désir d'émancipation, la cohabitation intergénérationnelle oscille entre protection et étouffement. Un équilibre fragile qui pousse à repenser la notion même de " foyer " dans le contexte contemporain.



DATES		RÉSULTATS		
Mardi 22 - 04 - 2025	LOTO MATINAL	MARDI : 22 / 04 / 2025 TRAJE N° 254 09H00	5 numéros : 48 44 88 30 21	2 numéros : 84 47 17 39 67
	LOTO CASH	MARDI : 22 / 04 / 2025 TRAJE N° 95 13H00	5 numéros : 58 22 21 19 87	
	LOTO BOOM	MARDI : 22 / 04 / 2025 TRAJE N° 95 18H00	5 numéros : 83 54 09 05 14	
Mercredi 23 - 04 - 2025	LOTO MATINAL	MERCREDI : 23 / 04 / 2025 TRAJE N° 255 09H00	5 numéros : 40 47 59 46 62	2 numéros : 50 29 66 14 44
	LOTO METZ	MERCREDI : 23 / 04 / 2025 TRAJE N° 1788 13H00	5 numéros : 82 17 25 88 41	
	LOTO PRESTIGE	MERCREDI : 23 / 04 / 2025 TRAJE N° 95 18H00	5 numéros : 58 14 57 55 18	
JEUDI 24 - 04 - 2025	LOTO MATINAL	JEUDI : 24 / 04 / 2025 TRAJE N° 256 09H00	5 numéros : 87 43 82 51 52	2 numéros : 24 77 75 59 62
	LOTO MILLION	JEUDI : 24 / 04 / 2025 TRAJE N° 95 13H00	5 numéros : 01 67 18 09 35	
	LOTO SUPER	JEUDI : 24 / 04 / 2025 TRAJE N° 95 18H00	5 numéros : 44 48 11 49 58	
GROS LOTS DU TIRAGE N°255 DE LOTO MATINAL DU 23 AVRIL 2025		GROS LOTS DU TIRAGE N°95 DE LOTO PRESTIGE DU 23 AVRIL 2025		
@ LOME # Point de vente 90329 * Un (01) gros lot de 1.200.000 FCFA		@ NOTSÉ # Point de vente 20257 * Un Super (01) gros lot de 2.500.000 FCFA		

Du Lundi au Samedi

Loto
Matinal



NOUVEAU

LA CHANCE *du matin*

Une autre possibilité
de GAGNER PLUS

9 heures



*Offre soumise à conditions,
Jouez de manière responsable.

18+